

Agriculture | Une école vétérinaire à Limoges d'ici quatre à cinq ans



Jusqu'au 1er mars, la Région Nouvelle Aquitaine accueille les visiteurs du Salon de l'Agriculture à travers ses espaces pour leur faire découvrir comment éleveurs et producteurs innovent pour produire bon et bien. La journée du 26 février était consacrée à cette première région agricole de France, l'occasion de rappeler l'engagement de la collectivité et des professionnels pour la transition écologique et leur adhésion à la feuille de route Néo Terra. Alain Rousset a profité de sa visite porte de Versailles pour annoncer la création d'une école vétérinaire dans la grande région.

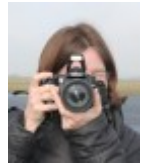
"Nous avons un vrai problème aujourd'hui, c'est le manque de vétérinaires ruraux. Je veux créer une école vétérinaire en Nouvelle Aquitaine, la première région agricole de France," c'est ce qu'a annoncé Alain Rousset, lors de la journée Nouvelle Aquitaine du Salon de l'agriculture le mercredi 26 février. Comme les médecins libéraux, les vétérinaires ne souhaitent plus travailler seuls, soixante d'heures par semaine, ne veulent plus assurer les gardes lorsqu'un vêlage se passe mal. Aujourd'hui le nombre d'installations concernent très majoritairement les animaux de compagnie que les animaux de la ferme. Il manque des vétérinaires équitiers, sur les petits ruminants et bovins. Actuellement, il existe quatre écoles publiques en France (maison Alfort, Toulouse, Lyon, Nantes) et une structure privée est en train d'être créée à Lille. "Je souhaite que cette école soit installée à Limoges ou au pôle de Lanaud, pour qu'elle soit en adéquation avec le monde rural. Elle sera publique pour que ce ne soit pas une barrière sociale avec des frais de scolarité très élevés, a indiqué le président de la Région. J'en ai informé le ministère de l'Agriculture et je vais mettre en place dès à présent une mission spéciale. Avec ou sans son soutien, nous la ferons." Le président Alain Rousset ne fixe pas de date précise : "pour faire aboutir ce genre de projet, il faut quatre à cinq ans." Il souhaite dès maintenant associer les universités de Nouvelle Aquitaine pour commencer à créer des filières liées au diplôme de vétérinaire. Une partie de la formation se fera en partie en distance grâce au recours aux nouvelles technologies. Il souligne : "Amener des sciences et de la formation supérieure, c'est quelque chose de très valorisant pour le Limousin, et pourvoyeur de compétences et d'emplois, particulièrement pour ce territoire rural.

Accompagner la transition agro écologique

Cette annonce qui est une bonne nouvelle pour le Limousin, aurait pu faire oublier, la thématique principale de

cette journée de la Nouvelle Aquitaine. Le président a salué l'engagement de la chambre régionale d'agriculture dans le projet Néo Terra de transition climatique validé l'été dernier par la région. "Nous sommes très fiers d'avoir emboité le pas à Néo Terra pour les dix ans à venir. Nous sommes le premier secteur de l'économie régionale en termes de chiffres d'affaires. Néo terra va donner du sens à notre métier d'agriculteur, nous permettre de retrouver une place dans la société. Il faut que l'on arrive à fédérer à la fois la recherche, l'enseignement et les différentes filières agricoles. Cela nécessite des accompagnements pour les agriculteurs", a rappelé Dominique Graciet, le président de la chambre régionale d'agriculture. Pourtant ce partenariat exemplaire n'avait rien d'évident au départ, car si l'agriculture est une partie du problème environnemental, avec 20 % des émissions de gaz à effet de serre, elle est aussi porteuse de solutions. « L'objectif fixé pour 2030 c'est 80% de produits chimiques fossiles supprimés, a précisé Alain Rousset. Nous avons besoin de la science pour réparer ce que les technologies ont fait de mal sur le sol et sur la biodiversité. On ne peut pas résoudre la crise agricole d'aujourd'hui avec les remèdes d'hier. Il faut faire appel à l'innovation, à la recherche et à la science. »

Pour ce faire, la Politique agricole commune doit accompagner ce changement en misant sur la qualitatif plutôt que le quantitatif. Il serait souhaitable que les aides Pac ne soient plus conditionnées aux surfaces mais davantage sur les mesures environnementales. Le débat n'est pas nouveau, ni tranché. En résumé, les agriculteurs doivent être soutenus financièrement lorsqu'ils choisissent de prendre des risques en modifiant leurs pratiques pour le bien être de notre planète.



Claude-Hélène Yvard

Crédit Photo : Claude Hélène Yvard

Publié sur aqui.fr le 27/02/2020

[Url de cet article](#)